



CONSEIL

Cent soixante-dix-septième session

Rome, 7-11 avril 2025

Défis liés à la sécurité alimentaire mondiale et principales causes

Résumé

Le présent document porte sur le point 5 de l'ordre du jour, «Défis liés à la sécurité alimentaire mondiale et principales causes», qui comprend le sous-point 5.1, «Situation à Gaza en matière de sécurité alimentaire et questions connexes relevant du mandat de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)», et le sous-point 5.2, «Impact de la guerre en Ukraine sur la sécurité alimentaire mondiale et questions connexes relevant du mandat de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)».

S'appuyant sur les documents préparés pour de précédentes sessions du Conseil de la FAO, le présent document fait le point sur l'état de la sécurité alimentaire au niveau mondial et évalue l'intensité de ses principales causes, notamment les conflits, les phénomènes météorologiques extrêmes et les difficultés économiques. Il passe également en revue les autres défis et menaces qui pèsent sur la sécurité alimentaire mondiale, en particulier les risques macroéconomiques, les cours internationaux des produits de base et leur volatilité, les prix des engrais et de l'énergie, ainsi que les perturbations logistiques et les politiques commerciales. Des sections spécifiques sont consacrées à l'état de la sécurité alimentaire à Gaza et aux répercussions de la guerre en Ukraine; les interventions de la FAO dans ces deux contextes de crise y sont présentées. La dernière section présente les mécanismes et les outils d'appui technique que la FAO met en œuvre pour relever les défis liés à la sécurité alimentaire mondiale.

Suite que le Conseil est invité à donner

Le Conseil est invité à prendre note des informations présentées dans le document et à donner les indications qu'il jugera utiles.

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

M. Máximo Torero Cullen
Économiste en chef
Tél.: +39 06570 50869
Courriel: Maximo.ToreroCullen@fao.org

I. Introduction

1. S'appuyant sur les documents du Conseil de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) portant les cotes CL 172/5, CL 174/4, CL 175/4 et CL 176/4, le présent document fait le point sur la situation en matière de sécurité alimentaire dans le monde sur la base des dernières données et évaluations disponibles. Outre les principales causes de l'insécurité alimentaire dans le monde, les grands défis et les nouvelles menaces en la matière, il aborde aussi la situation à Gaza et les répercussions de la guerre en Ukraine sur la sécurité alimentaire aux niveaux mondial et national et présente les interventions de la FAO dans ces deux contextes de crise. La dernière section présente les mécanismes et les outils d'appui technique que la FAO met en œuvre pour relever les défis liés à la sécurité alimentaire mondiale.

II. Défis liés à la sécurité alimentaire mondiale et principales causes

A. Situation de l'insécurité alimentaire

2. Selon l'édition 2024 de *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, en raison des niveaux toujours élevés de la faim chronique, nous ne sommes toujours pas en bonne voie pour atteindre la cible 2.1 des objectifs de développement durable (ODD) d'ici à 2030.

3. Après avoir fortement augmenté entre 2019 et 2021, la proportion de la population mondiale souffrant de la faim est demeurée pratiquement inchangée pendant trois années consécutives, les dernières estimations indiquant une prévalence de la sous-alimentation (indicateur 2.1.1 de l'ODD 2) de 9,1 pour cent en 2023 à l'échelle mondiale. On estime qu'entre 713 millions et 757 millions de personnes ont souffert de la faim en 2023. Si l'on considère le milieu de la fourchette (733 millions), cela représente quelque 152 millions de personnes de plus qu'en 2019.

4. L'Afrique est la région qui présente le plus fort pourcentage de population touchée par la faim chronique, soit 20,4 pour cent, contre 8,1 pour cent en Asie, 6,2 pour cent en Amérique latine et dans les Caraïbes et 7,3 pour cent en Océanie. Toutefois, l'Asie compte toujours le plus grand nombre de personnes qui souffrent de la faim, à savoir 384,5 millions, soit plus de la moitié de la population confrontée à la faim dans le monde.

5. Alors que la prévalence de la sous-alimentation en Afrique est passée de 19,3 pour cent en 2021 à 20,4 pour cent en 2023 (soit une hausse de près de 29 millions de personnes), elle a baissé en Amérique latine et dans les Caraïbes au cours de cette même période et s'est établie à 6,2 pour cent en 2023 (contre 6,9 pour cent en 2021), soit 4,3 millions de personnes libérées de la faim en deux ans, principalement grâce aux améliorations enregistrées en Amérique du Sud. On constate néanmoins des disparités notables dans les progrès à l'échelle sous-régionale. De 2022 à 2023, la faim a empiré en Asie de l'Ouest, dans les Caraïbes et dans la plupart des régions d'Afrique. Dans toutes les régions, elle demeure à un niveau supérieur à celui enregistré avant la pandémie de covid-19.

6. D'après les dernières projections, 582 millions de personnes seront en situation de sous-alimentation chronique en 2030. Ce chiffre est supérieur de 130 millions environ à celui établi dans un scénario qui rendait compte de l'économie mondiale telle qu'elle était avant la pandémie de covid-19. D'ici à 2030, 53 pour cent de la population mondiale souffrant de la faim sera concentrée en Afrique.

7. Outre la faim, la prévalence mondiale de l'insécurité alimentaire modérée ou grave (indicateur 2.1.2 des ODD) demeure à un niveau bien supérieur à celui enregistré avant la pandémie de covid-19. Elle a peu évolué au cours des quatre dernières années, après avoir enregistré une forte augmentation de 2019 à 2020, durant la pandémie. On estime qu'en 2023, l'insécurité alimentaire modérée ou grave touchait 28,9 pour cent de la population mondiale, soit 2,33 milliards de personnes. Ces estimations comprennent les 10,7 pour cent de la population qui ont été en proie à une insécurité alimentaire grave, soit plus de 864 millions de personnes qui ont épuisé leurs réserves alimentaires à certains moments dans l'année ou, dans les pires cas, n'ont rien eu à manger pendant un ou plusieurs jours. La prévalence de l'insécurité alimentaire grave à l'échelle mondiale est passée de 9,1 pour cent en 2019 à 10,6 pour cent en 2020, et reste irréductiblement à ce niveau.

8. En 2023, la prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave en Afrique a atteint 58,0 pour cent, près du double de la moyenne mondiale, tandis qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Asie et en Océanie, elle était plus proche de cette moyenne, soit 28,2, 24,8 et 26,8 pour cent, respectivement. La même année, la prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave atteignait 31,9 pour cent dans les zones rurales, contre 29,9 pour cent dans les zones périurbaines et 25,5 pour cent dans les zones urbaines. La prévalence de l'insécurité alimentaire est systématiquement plus élevée chez les femmes que chez les hommes, à l'échelle mondiale et dans toutes les régions, depuis 2015 (année depuis laquelle on dispose de données), mais l'écart s'est réduit dans la plupart des régions au cours des deux dernières années.

9. Le nombre de personnes n'ayant pas les moyens de s'alimenter sainement dans le monde a retrouvé en 2022 le niveau enregistré avant la pandémie (2,83 milliards de personnes) grâce à la reprise économique qui a suivi cette dernière, reprise qui a cependant été inégale selon les régions et les groupes de pays classés par niveau de revenu. Le nombre de personnes ne pouvant se permettre une alimentation saine est passé sous le niveau enregistré avant la pandémie en Asie, en Amérique du Nord et en Europe, tandis qu'il a fortement augmenté en Afrique, où il s'est établi à 924,8 millions en 2022, soit une hausse de 24,6 millions par rapport à 2021 et de 73,4 millions par rapport à 2019.

10. Une évaluation actualisée de l'insécurité alimentaire chronique dans le monde sera disponible en juillet 2025, avec la parution de l'édition 2025 de *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*.

B. Insécurité alimentaire aiguë

11. D'après l'édition 2024 du *Rapport mondial sur les crises alimentaires*, environ 281,6 millions de personnes, soit 21,5 pour cent de la population analysée, ont subi des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë dans 59 pays/territoires touchés par des crises alimentaires en 2023¹.

12. La part de la population analysée confrontée à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë en 2023 est légèrement inférieure aux 22,7 pour cent enregistrés en 2022. Cependant, le nombre de personnes dans cette situation a augmenté de 24 millions depuis 2022, et cela fait cinq années consécutives que la tendance est à la hausse. Cette progression qui se poursuit d'année en année s'explique principalement par l'augmentation du nombre de pays couverts ainsi que par le fait que les détériorations enregistrées dans certains pays ou territoires l'emportent sur les progrès accomplis dans d'autres.

13. Cependant, la prévalence de l'insécurité alimentaire aiguë reste désespérément élevée depuis quatre années consécutives, oscillant entre 21 et 23 pour cent, malgré des niveaux records de financements humanitaires. Trente-six pays et territoires figurent dans les éditions du *Rapport mondial sur les crises alimentaires* des huit dernières années, ce qui montre combien il est difficile de sortir d'une situation d'insécurité alimentaire aiguë une fois qu'elle s'est installée. Dix-neuf de ces pays sont considérés comme étant à la fois en situation de crise alimentaire prolongée et en situation de crise alimentaire majeure.

¹ Réseau d'information sur la sécurité alimentaire et Réseau mondial contre les crises alimentaires. 2024. *Global Report on Food Crises 2024* (Rapport mondial sur les crises alimentaires, édition 2024). Rome.

www.fsinplatform.org/grfc2024

Les «niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë» s'appliquent aux populations en situation de crise ou pire (phase 3 ou au-delà) selon la classification du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC)/Cadre harmonisé (CH), ou aux catégories d'insécurité alimentaire aiguë modérée et grave de l'approche uniformisée de communication des indicateurs de la sécurité alimentaire élaborée par le Programme alimentaire mondial, tandis que le nombre de personnes dans le besoin calculé aux fins de l'Aperçu des besoins humanitaires et des plans de réponse humanitaire pour la sécurité alimentaire est une approximation de la phase 3 ou d'une phase supérieure de l'IPC/CH. Il s'agit de populations confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë qui ont besoin d'une aide urgente.

14. D'après la mise à jour semestrielle du *Rapport mondial sur les crises alimentaires*², publiée en septembre 2024, le nombre de personnes qui se trouvent ou qui risquent de basculer dans une situation d'insécurité alimentaire catastrophique (phase 5 de l'IPC/CH) a plus que doublé, passant de 705 000 dans cinq pays ou territoires en 2023 à 1,9 million dans quatre pays ou territoires. Il s'agit du chiffre le plus élevé jamais relevé dans une édition du rapport. La hausse s'explique par les conflits en cours dans la bande de Gaza (1,1 million) et au Soudan (755 300); le Soudan du Sud (79 000) et le Mali (2 600) sont les deux autres pays concernés. Lors de cette phase d'insécurité alimentaire aiguë, les personnes sont confrontées à une pénurie extrême de nourriture et à l'épuisement de leurs stratégies d'adaptation, avec pour conséquences l'inanition, la malnutrition aiguë et la mort.

15. D'après le rapport de la FAO et du Programme alimentaire mondial (PAM) sur les points névralgiques de la faim, qui porte sur 22 pays ou territoires au total, l'insécurité alimentaire aiguë devrait empirer dans 16 de ces points névralgiques au cours de la période considérée, à savoir de novembre 2024 à mai 2025. Haïti, le Mali, la Palestine, le Soudan et le Soudan du Sud restent les points névralgiques les plus préoccupants. Dans ces pays et territoires, on observe une situation de famine ou de risque de famine ou des populations déjà en phase de catastrophe, ce qui demande une intervention dans les meilleurs délais. Le Liban, le Mozambique, le Myanmar, le Nigéria, la République arabe syrienne, le Tchad et le Yémen sont des points névralgiques très préoccupants, c'est-à-dire qu'une large partie de la population est en situation d'insécurité alimentaire aiguë ou risque de s'y retrouver. Par ailleurs, le Kenya, le Lesotho, la Namibie et le Niger ont été ajoutés à la liste, rejoignant ainsi le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Malawi, la Somalie, la Zambie et le Zimbabwe.

16. Les combats au Soudan se sont encore intensifiés en 2024 et se sont étendus à des régions qui étaient auparavant moins touchées par le conflit, ce qui a entraîné une nette augmentation des déplacements internes et des mouvements transfrontières. Plus de 11 millions de personnes, soit 30 pour cent de la population du pays, ont été déplacées entre le début des violences, en avril 2023, et la fin du mois de décembre 2024, ce qui fait que le Soudan connaît la plus grande crise de déplacement au monde. Parmi ces personnes, 3,2 millions ont cherché refuge dans les pays voisins. En outre, le conflit continue de perturber gravement les activités agricoles et les chaînes d'approvisionnement alimentaire, ce qui avive l'insécurité alimentaire et les besoins humanitaires, encore aggravés par la profonde crise économique et les entraves extrêmes à l'accès de l'aide humanitaire. L'inflation reste terriblement élevée, à près de 190 pour cent, tandis que le prix du panier alimentaire local a plus que doublé entre 2023 et 2024. Cela s'explique en partie par une baisse de 46 pour cent de la production céréalière en 2023 par rapport à 2022, principalement due à l'impact du conflit en cours sur les exploitations agricoles. La fermeture des frontières, les obstacles bureaucratiques et le caractère limité des ressources ont également entravé les efforts d'aide humanitaire, au détriment de la distribution de fournitures essentielles et de l'aide apportée aux communautés vulnérables.

17. La famine (phase 5 de l'IPC), signalée pour la première fois dans le camp de Zamzam, près de la ville d'El Fasher, au Darfour septentrional, en juillet 2024, a été confirmée dans cinq régions en décembre 2024 et devrait, selon les projections, en toucher 10 de décembre 2024 à mai 2025. En outre, un risque de famine est présent dans 17 autres régions. Il ressort de la dernière analyse de l'IPC que l'insécurité alimentaire aiguë est plus grave que ce qui avait été prévu: 24,6 millions de personnes connaîtront des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë (phase 3 de l'IPC ou au-delà) de décembre 2024 à mai 2025, au cours de la période post-récolte, soit plus de la moitié de la population analysée. Parmi celles-ci, 8,1 millions sont en situation d'urgence (phase 4 de l'IPC) et au moins 637 000 en situation de catastrophe (phase 5 de l'IPC)³. Les conditions de sécurité alimentaire devraient encore se détériorer au cours des prochains mois, les stocks alimentaires s'épuisant avant la période de soudure, qui devrait commencer plus tôt que d'habitude.

² [Global Report on Food Crises 2024 Mid-Year Update | Food Security Information Network \(FSIN\) \(fsinplatform.org\)](https://fsinplatform.org) (Mise à jour semestrielle du Rapport mondial sur les crises alimentaires 2024 | Réseau d'information sur la sécurité alimentaire).

³ Le Gouvernement du Soudan n'a pas souscrit à cette analyse.

C. Causes de l'insécurité alimentaire dans le monde

18. Depuis 2017, les éditions du rapport sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde montrent que les conflits, la variabilité et les extrêmes climatiques, les ralentissements et les fléchissements économiques sont les principales causes de l'augmentation récente de la faim et de l'insécurité alimentaire, ce qui nous éloigne de l'objectif d'élimination de la faim (ODD 2). En outre, les incidences préjudiciables de ces éléments sur l'insécurité alimentaire chronique sont accentuées par les facteurs structurels de fond, comme le coût élevé des aliments nutritifs, la faible productivité agricole et les inégalités importantes qui persistent.

19. Ces 10 dernières années, ces principales causes ont gagné en fréquence et en intensité, nuisant à la sécurité alimentaire partout dans le monde. Elles coexistent aussi plus souvent et s'ajoutent aux facteurs sous-jacents, ce qui se traduit par une augmentation du nombre de personnes touchées par la faim et l'insécurité alimentaire. Les incidences sur les pays à revenu faible ou intermédiaire sont particulièrement préoccupantes, car ce sont ces pays qui comptent le plus grand nombre de personnes sous-alimentées.

20. Constat alarmant, la majorité d'entre eux sont touchés par au moins l'une de ces principales causes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, et lorsque plusieurs d'entre elles sont à l'œuvre, leurs effets conjugués entraînent les hausses les plus marquées de la faim et de l'insécurité alimentaire chronique. Selon l'édition 2024 du rapport sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, au cours de la période 2013-2022, 88 des 119 pays à revenu faible ou intermédiaire pour lesquels on dispose de données ont été concernés par au moins l'une des principales causes et, parmi eux, 39 sont touchés par plus d'une d'entre elles.

21. La plupart des personnes sous-alimentées vivent dans des pays touchés par plusieurs de ces causes. En outre, 18 des 19 pays en situation de crise alimentaire majeure prolongée ont été concernés par au moins une cause entre 2013 et 2022, et 13 par plusieurs. Entre 2019 et 2023, la prévalence de la sous-alimentation dans ces pays a augmenté trois fois plus que dans le reste des pays à revenu faible ou intermédiaire.

22. Ces causes sont responsables non seulement de faim chronique, mais aussi d'une intensification de l'insécurité alimentaire aiguë. Selon la dernière édition du *Rapport mondial sur les crises alimentaires*, en 2023, **les conflits et l'insécurité** ont été la principale cause d'insécurité alimentaire aiguë dans 20 des 59 pays/territoires en situation de crise alimentaire, où, d'après les estimations, près de 135 millions de personnes souffraient de niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë. Le fait est que l'impact des conflits sur l'insécurité alimentaire aiguë s'est intensifié depuis 2022, année durant laquelle 117 millions de personnes ont fait face à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë dans 19 pays/territoires où les conflits et l'insécurité constituaient le principal facteur d'insécurité alimentaire aiguë.

23. Parallèlement, les **chocs climatiques** ont été la cause principale dans 18 pays, où près de 72 millions de personnes étaient en butte à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë. La situation à cet égard s'est donc aggravée puisqu'en 2022, on estimait que 56,8 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë dans 12 pays avaient besoin d'une aide humanitaire d'urgence.

24. Les phénomènes météorologiques extrêmes et l'instabilité grandissante du climat accentuent l'insécurité alimentaire aiguë dans de nombreuses régions. La Niña est apparue en décembre 2024 et devrait persister jusqu'en avril 2025, ce qui aura d'importantes répercussions sur les précipitations et les températures. Ce phénomène pourrait améliorer les perspectives agricoles dans certaines zones, puisqu'il génère des précipitations plus fortes que la moyenne, mais il augmente aussi le risque d'inondations dans plusieurs parties de Madagascar, du Malawi, du Mozambique, de la République démocratique du Congo, du Tchad, de la Zambie et du Zimbabwe. Inversement, il est probable que, sous l'effet de la Niña, le sud et le sud-ouest de l'Éthiopie, le nord du Kenya et le sud-ouest du Soudan du Sud soient plus secs que la moyenne. En Afghanistan et au Yémen, d'après les prévisions, les précipitations seront inférieures à la moyenne, ce qui pourrait nuire à la production agricole dans

des zones déjà vulnérables. La situation restant incertaine, il est essentiel de suivre en continu les prévisions météorologiques et leurs effets sur la production et les moyens d'existence agricoles.

25. Les **chocs économiques** ont été la cause numéro un dans 21 pays, où 75,2 millions de personnes ont fait face à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë; ces nombres marquent une amélioration par rapport à 2022 (83,9 millions de personnes dans 27 pays) mais restent plus de deux fois supérieurs aux niveaux de 2019, année qui a précédé une hausse importante des prix alimentaires intérieurs provoquée par le covid-19.

26. Le rapport FAO-PAM sur les points névralgiques de la faim nous apprend que les conflits restent l'une des principales causes de l'insécurité alimentaire aiguë dans les pays concernés, comme au Soudan où il est probable que le conflit prenne de l'ampleur, ce qui débouchera sur des déplacements de masse, une famine persistante et une augmentation du nombre de personnes en situation de catastrophe. Cette intensification du conflit aggraverait la crise humanitaire au niveau régional, entraînant des transferts de population vers les pays voisins, principalement l'Égypte, l'Éthiopie, la Libye, la République centrafricaine, le Soudan du Sud et le Tchad.

27. En Afrique de l'Ouest et au Sahel, la violence perpétrée par des groupes armés non étatiques et l'insécurité continuent de croître. Parmi les pays et zones touchés figurent le nord et l'est du Burkina Faso, le Mali, le nord du Nigéria, l'est de la République démocratique du Congo (Nord-Kivu et Sud-Kivu) et le Tchad. En Afrique australe, les conflits toujours en cours dans le nord du Mozambique devraient aggraver l'insécurité alimentaire aiguë. Les combats au Myanmar risquent d'approfondir la crise économique. À Haïti, où les violences s'intensifient, les personnes déplacées sont de nouveau confrontées à la faim, certaines parties de la population se retrouvant déjà dans des situations catastrophiques d'insécurité alimentaire aiguë.

28. Au-delà des conflits, les disparités économiques mondiales et le niveau d'endettement de nombreux pays ou territoires en développement empêchent les gouvernements de protéger leurs populations de la pauvreté et des chocs climatiques. En outre, la dévaluation de la monnaie et les restrictions des importations alimentaires pourraient bien entraîner une hausse des prix alimentaires dans des pays vulnérables qui doivent déjà faire face aux chocs climatiques et à l'instabilité politique.

D. Autres défis et menaces pesant sur la sécurité alimentaire mondiale

Risques macroéconomiques

29. Dans l'édition de janvier 2025 de son rapport *Perspectives de l'économie mondiale*, le Fonds monétaire international prévoit que la croissance mondiale restera stable à 3,3 pour cent en 2025 et 2026, ce qui est inférieur à la moyenne historique d'avant la pandémie (2000-2019), qui est de 3,7 pour cent. Dans les économies avancées, la croissance devrait augmenter légèrement, passant de 1,7 pour cent en 2024 à 1,9 pour cent en 2025, avant de retomber à 1,8 pour cent en 2026. Quant à la croissance des marchés émergents et des économies en développement, elle devrait atteindre 4,2 pour cent en 2025, et 4,3 pour cent en 2026.

30. Comme cela est souligné dans le rapport, les perspectives mondiales masquent les disparités entre les économies ainsi que l'instabilité de l'évolution de la croissance mondiale.

31. S'agissant de l'inflation, le rapport indique que, bien que la désinflation se poursuive au niveau mondial, les progrès s'essouffent dans certains pays et l'inflation persiste dans quelques pays. Les marchés du travail se calment progressivement et, avec une baisse attendue des prix de l'énergie, l'inflation globale mondiale devrait atteindre 4,2 pour cent en 2025 et tomber à 3,5 pour cent en 2026. Toutefois, les auteurs du rapport préviennent que divers risques – parmi lesquels des changements de politique économique, des tensions géopolitiques et une accélération de l'activité économique mondiale – pourraient influencer sur les perspectives d'inflation dans différents sens.

32. La dette publique est un autre élément notable de la situation économique. Les niveaux élevés d'endettement et de taux d'intérêt peuvent peser sur les budgets publics et limiter la capacité des gouvernements à accroître les dépenses publiques essentielles, notamment en période de crise. Dans

son rapport de 2024 intitulé *A world of debt – A growing burden to global prosperity*⁴ (Un monde endetté – Une entrave toujours plus forte à la prospérité mondiale), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement indique que la dette publique mondiale a atteint 97 000 milliards d’USD en 2023, soit une augmentation de 5 600 milliards d’USD par rapport à 2022. La dette publique des pays en développement progresse deux fois plus vite que celle des pays développés; elle constituait, en 2023, 30 pour cent de la dette mondiale, soit une nette hausse par rapport à 2010, où cette part n’était que de 16 pour cent. Le rapport montre aussi que, dans les pays en développement, le paiement des intérêts augmente non seulement rapidement, mais surtout plus rapidement que les dépenses publiques essentielles. Constat alarmant: on estime à 3,3 milliards le nombre de personnes vivant dans des pays qui consacrent plus d’argent aux paiements des intérêts qu’à l’éducation ou à la santé.

33. Selon le rapport, si la dette publique augmente dans toutes les régions en développement, il n’y a qu’en Afrique qu’elle grimpe plus vite que le produit intérieur brut (PIB). De ce fait, 46 pour cent des pays en développement ayant un ratio dette publique/PIB supérieur à 60 pour cent sont en Afrique, une nette augmentation par rapport à 2013, où cette proportion était de 25 pour cent.

34. Il ressort d’un rapport récent que les pays les plus pauvres du monde sont face à une crise croissante de la dette, les paiements au titre du service de la dette atteignant des niveaux records. Selon le Programme des Nations Unies pour le développement, en 2025⁵, 56 pays en développement ont consacré plus de 10 pour cent de leurs recettes au paiement des intérêts, et 17 pays y ont même consacré plus de 20 pour cent de leurs recettes, ce qui accroît le risque de défaut de paiement. La Banque mondiale⁶ indique que la dette extérieure totale des pays à revenu faible ou intermédiaire a atteint 8 800 milliards d’USD, ce qui pèse sur leurs économies.

Cours internationaux des produits alimentaires

35. Depuis mai 2020, les prix internationaux de la plupart des produits agricoles n’ont cessé de grimper, et nombre d’entre eux ont atteint des sommets au cours du premier semestre 2022. L’Indice FAO des prix des produits alimentaires s’est établi en mars 2022 à un niveau inégalé, en moyenne 160,2 points (en valeur nominale), en hausse de 34 pour cent par rapport à un an plus tôt. Le cours international des céréales, des huiles végétales, de la viande et des produits laitiers a lui aussi atteint un pic au cours de la première moitié de 2022.

36. Les prix internationaux des produits alimentaires ont commencé à baisser à la mi-2022, une tendance qui s’est poursuivie sans interruption jusqu’en février 2024. Depuis mars 2024, les prix ont connu des augmentations mensuelles plus faibles mais régulières. En janvier 2025, l’Indice FAO des prix des produits alimentaires s’établissait en moyenne à 124,9 points, soit 1,6 pour cent de moins qu’en décembre. Le recul des indices des prix du sucre, des huiles végétales et de la viande fait plus que compenser la hausse de ceux des céréales et des produits laitiers. L’indice global était 6,2 pour cent plus élevé qu’un an plus tôt, mais il restait 22,0 pour cent en dessous de son pic de mars 2022.

37. L’Indice FAO des prix des produits alimentaires a fait l’objet d’ajustements globaux relativement modérés depuis début 2024, mais les tendances des prix ont été variables d’un groupe de produits à l’autre. En janvier 2025, les indices des prix de l’huile végétale, des produits laitiers et du sucre ont augmenté respectivement de 24,9 pour cent, 20,4 pour cent et 18,5 pour cent par rapport à janvier 2024. Dans le même temps, les indices des prix de la viande et des céréales ont connu des hausses plus modestes, de respectivement 8,1 pour cent et 6,9 pour cent.

38. Malgré la hausse progressive de l’Indice FAO des prix des produits alimentaires en 2024, les marchés mondiaux des produits alimentaires sont restés relativement stables. Cependant, ils restent sujets à divers risques et incertitudes, parmi lesquels les conditions météorologiques défavorables, les organismes nuisibles et les maladies, les conflits et les guerres qui peuvent avoir des répercussions sur

⁴ <https://unctad.org/publication/world-of-debt>

⁵ Voir <https://www.undp.org/fr/communiqués/le-pnud-alerte-sur-les-montants-alarmants-de-la-charge-de-la-dette-dans-les-pays-les-plus-pauvres>

⁶ Voir <https://blogs.worldbank.org/en/opendata/international-debt-report-2024--low--and-middle-income-countries>

la production et perturber les échanges, les modifications soudaines des politiques commerciales, susceptibles d'accroître l'incertitude et la volatilité des prix, ainsi que les difficultés économiques. Les conditions économiques jouent également un rôle important dans la formation des marchés alimentaires mondiaux et dans la sécurité alimentaire.

39. Au cours de l'année écoulée, les prix internationaux du cacao, du café et du thé ont nettement augmenté, en grande partie en raison de contraintes d'approvisionnement dues à des conditions météorologiques défavorables et à des perturbations des échanges. Ces trois produits ont des caractéristiques communes: ils proviennent d'arbres pérennes et leur production est relativement concentrée dans un petit nombre de pays.

Prix des engrais et de l'énergie

40. L'évolution de la situation des marchés de l'énergie met en évidence les interactions complexes qui s'opèrent entre l'offre, la demande et les facteurs géopolitiques. Début février 2025, les contrats à terme sur le gaz naturel ont atteint 58 EUR/MwH en raison du temps froid dans certaines parties de l'hémisphère nord et d'une baisse de la production des éoliennes en mer du Nord. En outre, le stockage du gaz continue de poser question, les capacités étant tombées à environ 35 pour cent, contre 40 à 45 pour cent en février 2024.

41. En janvier 2025, les prix du pétrole brut ont oscillé entre 72 et 77 USD le baril, contre 68 à 72 USD le baril en novembre et décembre 2024. Cette augmentation s'explique principalement par des risques d'approvisionnement à court terme et par une augmentation saisonnière de la demande de chauffage. Les prix du pétrole brut restent toutefois imprévisibles, ce qui aura d'importantes répercussions sur les activités économiques, notamment la production agricole et la circulation des marchandises.

42. Les prix de l'énergie influent directement et indirectement sur la production agricole: leur hausse fait grimper le coût des intrants, ainsi que celui des engrais azotés, dont la production est gourmande en énergie. En raison de la hausse de ces prix et de celui du gaz naturel intervenue avant et immédiatement après le déclenchement de la guerre en Ukraine, fin février 2022, les cours mondiaux de l'urée, du nitrate d'ammonium et d'autres engrais azotés ont atteint des niveaux records, bien au-delà de leurs moyennes pluriannuelles.

43. En janvier 2025, le cours des engrais, calculé sur la base d'un panier de séries de prix de l'azote, du phosphore et du potassium, a atteint 354 USD par tonne en moyenne, soit une hausse de 5 pour cent par rapport à décembre 2024. Ce sont les prix des engrais azotés qui ont connu l'augmentation la plus forte, sous l'effet d'une forte demande agricole en Inde, de la baisse de la production d'urée en Égypte et de pics de demande saisonniers aux États-Unis et en Europe avant les épandages de printemps. Les marchés du phosphate sont restés relativement stables, avec des problèmes d'approvisionnement limités, la Fédération de Russie ayant donné la priorité aux livraisons nationales pour les agriculteurs. Les prix de la potasse ont quant à eux nettement augmenté, sous l'effet de réductions de la production de 1 million de tonnes au Bélarus et de 300 000 tonnes dans la Fédération de Russie.

44. Les engrais sont certes devenus moins accessibles jusqu'à présent en 2025, par rapport à 2023 et 2024, mais les taux d'épandage dans les principaux pays consommateurs et importateurs sont restés solides. Toutefois, les conséquences des potentielles entraves au commerce et des goulets d'étranglement logistiques continuent d'inquiéter.

Perturbations logistiques

45. Les perturbations logistiques peuvent avoir des effets directs sur le commerce agricole, puisque plus de 80 pour cent des échanges internationaux de céréales et de graines oléagineuses passent par la voie maritime. Les restrictions et les perturbations du transport maritime peuvent allonger les distances parcourues par les marchandises, faire grimper le coût des échanges et accroître les émissions de gaz à effet de serre.

46. Les attaques contre les navires marchands en mer Rouge sont certes moins nombreuses, mais le nombre de navires qui y passent n'est pas encore revenu aux niveaux d'avant décembre 2023, lorsque les attaques ont commencé. La mer Rouge est un important lieu de passage pour les exportations de céréales et de graines oléagineuses de l'Union européenne (UE), de la Fédération de Russie et de l'Ukraine vers l'Asie et l'Afrique de l'Est. De même, le riz et d'autres produits de base sont acheminés vers l'ouest depuis l'Asie, et les cargaisons d'engrais – par exemple, la potasse de la Fédération de Russie vers l'Asie – passent aussi par la mer Rouge. Face aux menaces, plusieurs compagnies maritimes ont dérivé leur flotte vers le cap de Bonne-Espérance. Selon certaines estimations, le réacheminement des vraquiers qui transportent les céréales d'Europe vers l'Asie allongerait la durée du trajet de 10 à 15 jours et majorerait les tarifs du fret d'environ 10 USD par tonne.

47. Bien qu'aucune perturbation majeure des voies navigables intérieures ne soit signalée, l'imprévisibilité des conditions météorologiques pourrait poser des problèmes de transport et de logistique et faire grimper les coûts des assurances, en particulier dans les principaux pays exportateurs de produits agricoles.

Cadre des politiques commerciales

48. Les éléments qui faussent et restreignent les échanges commerciaux peuvent se mettre en travers de la sécurité alimentaire mondiale. Pour atteindre les cibles de l'ODD 2, il convient de corriger et d'éviter ces distorsions et restrictions sur les marchés agricoles mondiaux et de mettre en œuvre des mesures visant à assurer le bon fonctionnement des marchés des produits alimentaires.

49. Certaines mesures, telles que les restrictions à l'exportation, les droits de douane, les subventions et le soutien aux prix du marché, peuvent avoir des conséquences sur la disponibilité, la diversité et l'accessibilité économique des denrées alimentaires, en particulier dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier. Ces politiques sont susceptibles de limiter l'accès à des produits agricoles essentiels, de faire grimper les prix des denrées alimentaires et d'aggraver l'insécurité alimentaire pour les populations vulnérables. Dans un contexte de crises multiples – comme les pandémies, les conflits ou les chocs liés au climat survenant simultanément dans plusieurs régions –, les restrictions commerciales peuvent aggraver davantage la situation en entravant les flux commerciaux et les chaînes d'approvisionnement. La menace de changements unilatéraux soudains dans les politiques commerciales, susceptibles de pousser les partenaires commerciaux à réagir, pourrait détériorer le contexte commercial global.

50. La réalisation de l'ODD 2 nécessitera une coopération mondiale renforcée pour promouvoir la sécurité alimentaire, la nutrition et les systèmes agroalimentaires durables. Elle dépendra aussi des progrès accomplis dans la mise en œuvre des politiques commerciales qui favorisent la transparence, l'équité et l'ouverture des marchés, limitent les distorsions et encouragent les partenariats entre les pays, à l'appui de systèmes agroalimentaires efficaces, inclusifs, équitables et capables de répondre aux besoins d'une population mondiale en expansion.

III. Situation à Gaza en matière de sécurité alimentaire et questions connexes relevant du mandat de la FAO

A. Situation en matière de sécurité alimentaire à Gaza

51. L'escalade du conflit et des hostilités dans la bande de Gaza depuis début octobre 2023 a provoqué une crise humanitaire de grande ampleur, caractérisée par des niveaux catastrophiques d'insécurité alimentaire aiguë. Ce conflit a pratiquement détruit les moyens de subsistance et les systèmes agroalimentaires, limitant fortement l'accès aux biens essentiels et à l'aide humanitaire, ce qui a avivé les besoins comme jamais auparavant⁷.

⁷ FAO et PAM. (À paraître). *Monitoring food security in food crisis countries with conflict situations – A joint FAO/WFP update for the members of the United Nations Security Council, march 2025, Issue no. 14* (Surveillance de la sécurité alimentaire dans les pays en situation de conflit – rapport actualisé de la FAO et du PAM à l'intention des membres du Conseil de sécurité de l'ONU, mars 2025, n° 14). Rome.

52. Dans le dernier rapport de l'IPC, tout le territoire était classé en situation d'urgence (phase 4) entre septembre et octobre 2024. Environ 1,84 million de personnes dans l'ensemble de la bande de Gaza étaient en proie à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë correspondant à une situation de crise (phase 3 ou supérieure de l'IPC). Parmi celles-ci, près de 664 000 étaient face à une situation d'urgence (phase 4) et 133 000 se trouvaient dans une situation de catastrophe (phase 5). La malnutrition aiguë a atteint un niveau préoccupant (phase 3 de l'IPC), 10 fois supérieur au niveau antérieur à l'aggravation des hostilités. Malgré le cessez-le-feu, la situation dans la bande de Gaza reste catastrophique: 1,9 million de personnes déplacées subissent de graves pénuries d'eau, de nourriture et d'abris dans des conditions hivernales difficiles. Le Comité d'examen de la famine de l'IPC a émis une alerte le 8 novembre 2024, sur une probabilité imminente et forte de famine dans le nord de la bande de Gaza, alors que le scénario le plus pessimiste qu'il avait envisagé est déjà en train de se dérouler.

53. La consommation alimentaire s'est considérablement détériorée au cours des 15 derniers mois, de nombreux ménages sautant des repas ou recourant à des stratégies d'adaptation extrêmes, telles que la récupération de nourriture dans les poubelles ou la consommation d'aliments non comestibles. Les taux de malnutrition, en particulier chez les enfants et les femmes enceintes ou allaitantes, ont grimpé en flèche, en raison d'une mauvaise alimentation et d'un accès limité à de l'eau propre et aux soins de santé. On estime que 90 pour cent de ces personnes vivent dans une situation de pauvreté alimentaire grave, consommant deux groupes d'aliments ou moins par jour, principalement des aliments à faible valeur nutritionnelle, par exemple le pain et les légumineuses. Il est alarmant de constater que plus de la moitié des femmes enceintes à Gaza souffrent d'anémie.

54. Fin 2024, l'accès à la nourriture avait atteint des niveaux critiques. Selon le récent bulletin de suivi des marchés du PAM, les prix des produits alimentaires et non alimentaires ont commencé à baisser après le cessez-le-feu, mais restent nettement supérieurs aux niveaux d'avant octobre 2023, en raison de l'instabilité de la disponibilité des produits et de l'absence d'un secteur commercial pleinement opérationnel⁸. Si certains prix ont baissé entre décembre 2024 et janvier 2025, beaucoup restent jusqu'à 1 200 pour cent plus élevés qu'avant la crise⁹.

55. L'ampleur des destructions à Gaza est stupéfiante. Au 31 décembre 2024, 3 047 infrastructures et 1 531 puits (67,7 pour cent) étaient endommagés^{10, 11}. En outre, en décembre 2024, 75 pour cent des terres cultivées étaient endommagées, contre 42,6 pour cent en février et 57,3 pour cent en mai¹². Parmi les cultures, 79,5 pour cent des vergers et des arbres, 64,3 pour cent des cultures de légumes et 73,1 pour cent des cultures de plein champ étaient endommagés, la plus

⁸ PAM. 2025. Market Monitor – Palestine. <https://www.wfp.org/publications/202324-wfp-palestine-monthly-market-dashboard>

⁹ Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA). 2025. Humanitarian Situation Update #261 | Gaza Strip (Point sur la situation humanitaire n° 261 – bande de Gaza) <https://www.ochaopt.org/content/humanitarian-situation-update-261-gaza-strip>

¹⁰ FAO. 2025. Damage to agricultural infrastructure due to the conflict in the Gaza Strip as of 31 December 2024 (Dégâts causés aux infrastructures agricoles en raison du conflit dans la bande de Gaza au 31 décembre 2024). <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/2208d866-8a58-4c1d-8122-0a8610cfb80a/content>

¹¹ FAO. 2025. Damage to agricultural wells due to the conflict in the Gaza Strip as of 31 December 2024 (Dégâts causés aux puits agricoles en raison du conflit dans la bande de Gaza au 31 décembre 2024). <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/ce158334-ea46-4bc3-b452-148082159b8e/content>

¹² FAO. 2025. Damage to cropland due to the conflict in the Gaza Strip as of 31st of December 2024 (Dégâts causés aux terres cultivées en raison du conflit dans la bande de Gaza au 31 décembre 2024). <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/293d5e69-a56f-4caf-91e7-bd70bc8fef0d/content>

grande superficie de terres cultivées endommagées se trouvant à Khan Younis¹³. Les évaluations indiquent également que 56,5 pour cent des serres de la bande de Gaza étaient endommagées¹⁴.

56. Les dégâts causés aux infrastructures et leur destruction continuent d’entraver l’accès humanitaire. En décembre 2024, 68 pour cent du réseau routier avait été endommagé ou détruit. Les dégâts importants subis par les infrastructures de télécommunications continueront d’entraver l’acheminement de l’aide, et le rétablissement de la connectivité nécessitera d’importantes réparations. Les engins non explosés dans la bande de Gaza constituent un risque supplémentaire pour les populations locales et pour les travailleurs humanitaires.

57. Au 8 janvier 2025, 61 pour cent des éleveurs interrogés avaient été déplacés. La plupart des éleveurs nourrissent leurs animaux principalement avec de l’herbe (81,4 pour cent), qu’ils complètent par des restes de pain (64 pour cent) et du fourrage acheté sur le marché (15,5 pour cent). Les taux de survie du bétail ont fortement baissé: il reste seulement 40 pour cent des moutons et 18 pour cent des chèvres, ce qui montre combien il est urgent d’apporter une aide, tant pour les animaux que pour ceux qui s’en occupent¹⁵.

58. Le secteur de la pêche s’est presque effondré, faisant disparaître des sources différentes de production d’aliments d’origine aquatique. Le port de la ville de Gaza et la plupart des bateaux de pêche au nord de Wadi Gaza ont été gravement endommagés, et la majorité des bateaux de pêche ont été détruits. Entre octobre 2023 et avril 2024, le volume moyen des captures quotidiennes à Gaza a chuté pour s’établir à seulement 7,3 pour cent des niveaux de 2022, entraînant une perte de production d’un montant de 17,5 millions d’USD¹⁶.

59. Le conflit a entraîné la perte d’environ 507 000 emplois dans le territoire palestinien occupé, dont 201 000 à Gaza, ce qui a engendré une perte de revenu journalier de 25,5 millions d’USD¹⁷. Le secteur agricole de Gaza a subi des pertes dévastatrices se chiffrant à environ 629 millions d’USD, ce qui a gravement nui aux moyens de subsistance, exacerbé l’insécurité alimentaire et déstabilisé l’économie¹⁸. Le bilan économique du conflit est lourd pour tous les agriculteurs, mais il l’est d’autant plus pour les ménages qui exploitent un système d’agriculture mixte, combinant culture et élevage¹⁹.

¹³ FAO. 2025. Damage to cropland due to the conflict in the Gaza Strip as of 31st of December 2024 (Dégâts causés aux terres cultivées en raison du conflit dans la bande de Gaza au 31 décembre 2024).

¹⁴ FAO. 2025. Damage to greenhouses due to the conflict in the Gaza Strip as of 31st of December 2024 (Dégâts causés aux serres en raison du conflit dans la bande de Gaza au 31 décembre 2024).

¹⁵ FAO. 2025. Herders Needs and FAO’s Response in the Gaza Strip as of 8 January 2025 (Besoins des éleveurs et réponse de la FAO dans la bande de Gaza au 8 janvier 2025). <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/8e099a01-5579-4757-b12f-939390df9e77/content>

¹⁶ FAO. 2024. Pour redonner vie au secteur de la pêche à Gaza, il est indispensable de rétablir la paix ainsi qu’un accès sûr à la mer. <https://www.fao.org/newsroom/detail/reviving-gaza-s-fishing-sector-hinges-on-restoring-peace-and-safe-access-to-the-sea/fr>

¹⁷ Organisation internationale du travail (OIT) et Bureau central palestinien de statistique. 2024. *Impact of the war in Gaza on the labour market and livelihoods in the Occupied Palestinian Territory: Bulletin No. 3* (Répercussions de la guerre de Gaza sur le marché du travail et les moyens d’existence dans le territoire palestinien occupé: bulletin n° 3). Beyrouth, Bureau régional pour les États arabes, OIT.

¹⁸ Union européenne (UE), Banque mondiale et Organisation des Nations Unies (ONU). 2024. *Gaza Strip Interim Damage Assessment - Summary Note – March 29, 2024* (Évaluation provisoire des dégâts dans la bande de Gaza – Note de synthèse – 29 mars 2024). Washington. <https://reliefweb.int/report/occupied-palestinian-territory/gaza-strip-interim-damage-assessment-summary-note-march-29-2024-enarhejp#:~:text=WASHINGTON%2C%20April%202024%20%2D%2D,support%20of%20the%20European%20Union>

¹⁹ FAO. À paraître. *The impact of the three months of 2023/2024 war in Gaza on the agricultural production and income of farming households* (Répercussions des trois mois de la guerre de 2023-2024 à Gaza sur la production agricole et le revenu des ménages agricoles). Rome.

60. Ce sont les femmes qui subissent les plus grandes difficultés en temps de guerre. Selon les dernières données d'ONU-Femmes, 12 000 femmes sont devenues veuves et nombre d'entre elles sont désormais le principal soutien de famille de leur foyer. Leurs problèmes sont amplifiés par leurs moyens économiques limités, 95 pour cent d'entre elles n'étant pas en mesure de répondre aux besoins essentiels²⁰. Les déplacements, la violence et la pénurie de ressources ajoutent au stress psychologique et perturbent les entreprises agroalimentaires dirigées par des femmes²¹.

61. Depuis le cessez-le-feu, plus de 500 000 personnes sont retournées dans le nord de la bande de Gaza après que les forces israéliennes se sont retirées des routes principales²²; cependant, ce voyage est parsemé de dangers, notamment pour les femmes, les enfants et les personnes âgées qui l'effectuent à pied. Dans ces situations, les femmes et les filles sont particulièrement exposées à des problèmes de santé²³. Selon une récente infographie d'ONU-Femmes, publiée en janvier 2025, l'effondrement des centres de soins de santé primaires et spécialisés a aggravé les difficultés rencontrées par plus de 162 000 femmes qui vivent avec des maladies non transmissibles ou qui risquent d'en contracter. Par ailleurs, 690 000 femmes et filles n'ont pas accès à l'hygiène menstruelle, ce qui nuit à leur bien-être et met leur vie en danger²⁴.

62. En février 2025, la Banque mondiale, l'UE et l'Organisation des Nations Unies (ONU) ont fait paraître ensemble la publication intitulée *Gaza and West Bank Interim Rapid Damage and Needs Assessment - February 2025*²⁵ (Évaluation provisoire rapide des dégâts et des besoins dans la bande de Gaza et en Cisjordanie – février 2025)²⁶. Il en ressort notamment que le redressement et la reconstruction coûteront 53,2 milliards d'USD au cours de la prochaine décennie, Gaza subissant l'essentiel des répercussions. L'évaluation montre que c'est le logement qui concentre la plus grande part des besoins pour le redressement: un montant estimé à 15,2 milliards d'USD, soit environ 30 pour cent du total. Le secteur de la santé (6,9 milliards d'USD), le commerce et l'industrie (6,9 milliards d'USD) et les systèmes agroalimentaires (4,2 milliards d'USD) concentrent également une grande partie des besoins pour ce qui est du redressement, en raison de l'ampleur des dégâts qu'ils ont subis et de leur importance socioéconomique. Le secteur de l'éducation a besoin de 3,8 milliards d'USD pour le redressement et la reconstruction.

63. La situation à Gaza constitue une violation grave du droit à l'alimentation, qui comprend non seulement l'accès à une nourriture suffisante, saine et nutritive, mais aussi les moyens de la produire ou de se la procurer dans la dignité. La destruction massive des terres agricoles, des infrastructures de l'eau et des systèmes de production alimentaire, combinée à la flambée des prix des denrées alimentaires, aux déplacements de population et à la quasi-disparition des moyens de subsistance, a rendu la population incapable d'assurer sa subsistance, même la plus élémentaire. Les niveaux stupéfiants de pauvreté alimentaire, de malnutrition et d'anémie, en particulier chez les enfants et les

²⁰ FAO. 2024. *Understanding the Gender-related Impact of the Crisis in the Gaza Strip and the West Bank for an Inclusive Response – Briefing note on the Occupied Palestinian Territory* (Comprendre les effets différenciés de la crise sur les femmes et sur les hommes dans la bande de Gaza et en Cisjordanie afin d'intervenir de façon adaptée – Note d'information sur le territoire palestinien occupé). Rome.

<https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/54943775-b4ba-4d74-beb5-936bc61db658/content>

²¹ *Ibid.*

²² <https://news.un.org/en/story/2025/02/1159796>

²³ Fonds des Nations Unies pour la population. 2025. *Situation Report Humanitarian Crisis in the Occupied Palestinian Territories* (Rapport de situation sur la crise humanitaire dans les territoires palestiniens occupés), couvrant la période allant du 1^{er} au 31 janvier 2025. New York.

<https://www.unfpa.org/sites/default/files/resource-pdf/Situation%20Report%20%23%2014%20-%20January%202025%20-%20Palestine.pdf>

²⁴ ONU-Femmes. 2025. Gender snapshot for Gaza Strip as of 31 January 2025 (Infographie sur les répercussions pour les hommes et les femmes du conflit dans la bande de Gaza, au 31 janvier 2025).

²⁵ [Gaza-RDNA-final-med.pdf](#)

²⁶ Banque mondiale, ONU et UE. 2025. *Gaza and West Bank Interim Rapid Damage and Needs Assessment - February 2025* (Évaluation provisoire rapide des dégâts et des besoins dans la bande de Gaza et en Cisjordanie – février 2025). Washington, Groupe de la Banque mondiale.

<https://thedocs.worldbank.org/en/doc/133c3304e29086819c1119fe8e85366b-0280012025/original/Gaza-RDNA-final-med.pdf>

femmes enceintes, témoignent de l'incapacité catastrophique des systèmes agroalimentaires à répondre aux besoins humains fondamentaux. Le droit à l'alimentation ne consiste pas seulement à prévenir la famine; il exige des mesures proactives pour reconstruire les systèmes agroalimentaires locaux, garantir un accès non discriminatoire et préserver la dignité humaine dans les situations de crise et de conflit.

B. Aggravation des risques et répercussions mondiales

64. Les tensions en mer Rouge et les tensions géopolitiques plus générales pourraient avoir de lourdes conséquences économiques à l'échelle régionale et mondiale. Comme indiqué dans le présent document, les tensions qui règnent en mer Rouge compromettent la sécurité des chaînes d'approvisionnement mondiales, ce qui entraîne une modification des itinéraires pour éviter le canal de Suez – l'un des principaux goulets d'étranglement des flux commerciaux mondiaux et une source vitale de devises pour l'Égypte – et impose d'emprunter des parcours de substitution plus longs afin de réduire les risques d'attaque. Ces perturbations ont non seulement entraîné une hausse des coûts de transport et des temps de transit, mais ont également mis en lumière la vulnérabilité des échanges commerciaux en cas de choc susceptible de résulter de phénomènes climatiques ou de conflits, car il en découlerait une hausse peut-être encore plus importante des prix des denrées alimentaires à long terme.

C. Interventions de la FAO à Gaza

65. Dans la bande de Gaza, la FAO mène des activités visant à aider la population à produire rapidement des denrées alimentaires très nutritives, à compléter l'assistance alimentaire et à faciliter l'accès à des aliments de qualité, y compris si la situation évoluait rapidement sur le front de l'accès à l'aide. L'Organisation poursuit l'approvisionnement en produits d'alimentation animale. Au 16 février 2025, la FAO avait livré environ 1 000 tonnes d'orge fourragère à quelque 4 800 bénéficiaires et distribué des kits vétérinaires à près de 2 400 éleveurs. Sur les quelque 2 250 propriétaires de petits ruminants visés par la FAO, 2 040 bénéficiaires ont reçu 510 tonnes de concentrés alimentaires pour animaux. Quelque 460 propriétaires d'ânes ont reçu environ 68 tonnes d'orge fourragère et fournissent des services aux municipalités et aux refuges. Deux propriétaires de volailles à Deir el-Balah, parmi les rares encore en activité dans la bande, ont reçu 3,1 tonnes d'orge fourragère pour éviter de nouvelles pertes de volailles.

66. Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu entre Israël et le Hamas le 19 janvier 2025, les conditions d'accès de l'aide humanitaire se sont améliorées. L'augmentation du nombre de livraisons quotidiennes de l'aide, par les points de passage d'Erez et de Zikim, au nord, et de Kerem Shalom, au sud, a permis d'améliorer l'acheminement de l'aide et des services vitaux dans toute la bande de Gaza, y compris de sorte à atteindre des zones auparavant inaccessibles. Cependant, les dégâts et la destruction des infrastructures continuent d'entraver les opérations humanitaires.

67. Il est crucial que les animaux d'élevage restent en vie et en bonne santé pour que les familles et en particulier les enfants, qui sont souvent malnutris ou exposés à un risque de malnutrition, aient accès à des protéines et à du lait. D'après une récente évaluation conjointe du Centre satellitaire des Nations Unies (UNOSAT) et de la FAO sur les dégâts subis par les terres agricoles, dont les résultats sont issus d'images obtenues par satellite en décembre 2024, 75 pour cent des terres agricoles de la bande de Gaza (11 293 hectares sur 15 053) ont été partiellement ou totalement détruites par des opérations visant à raser la zone ciblée, des manœuvres de véhicules lourds, des bombardements et des tirs d'obus ou d'autres facteurs imputables au conflit. C'est dans le gouvernorat de Khan Younis que l'on trouve la plus grande superficie de terres agricoles ayant subi des dégâts (2 879 ha, soit 68,4 pour cent). En pourcentage, c'est à Gaza-Nord et à Gaza que les dégâts sont les plus importants (84,1 et 80,4 pour cent, respectivement).

68. Il s'agit de la cinquième évaluation géospatiale menée par la FAO en collaboration avec UNOSAT et les institutions palestiniennes, notamment le Ministère de l'agriculture et le Bureau central palestinien de statistique, afin d'évaluer les dégâts subis par le secteur agricole en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. L'évaluation révèle que 56,5 pour cent des serres ont été endommagées, la destruction atteignant 99,9 pour cent à Gaza et 92,9 pour cent à Gaza-Nord.

69. La FAO a également procédé à l'évaluation des moyens de production halieutique de Gaza – bateaux, exploitations aquacoles et le port de la ville de Gaza –, qui a montré que 72 pour cent de ces moyens de production avaient été endommagés, entraînant des pertes estimées à environ 84 millions d'USD. La destruction de deux grandes exploitations aquacoles et d'une éclosérie a complètement interrompu la production, ce qui a encore aggravé l'insécurité alimentaire.

70. La FAO a mené plusieurs séries d'évaluations rapides (en mars, mi-avril-début mai, juillet et août et décembre 2024) parmi les propriétaires de petits ruminants à Gaza afin d'estimer la mortalité du bétail. Il en est ressorti que presque tout le bétail était mort. La production laitière a nettement diminué, et seules de petites activités domestiques minimales se poursuivent. En outre, seulement quelque 40 pour cent des ovins (environ 235 000 têtes) et 34 pour cent des caprins (environ 1 000 têtes) sont encore en vie. Dans le secteur de la volaille, les pertes sont colossales, puisque seulement 4,3 pour cent des têtes sont encore en vie (environ 130 000 individus). La production commerciale a pratiquement cessé; la majeure partie des activités se limitent désormais à la production domestique destinée à la consommation personnelle. Les élevages de poules pondeuses restants dans la zone médiane ne peuvent pas fonctionner en raison de pénuries d'électricité et de nourriture, ce qui limite considérablement la production d'œufs, qui reste rare et coûteuse.

IV. Répercussions de la guerre en Ukraine sur la sécurité alimentaire mondiale et questions connexes relevant du mandat de la FAO

A. Répercussions mondiales de la guerre en Ukraine

71. Le déclenchement de la guerre en Ukraine, fin février 2022, a immédiatement entraîné des bouleversements des marchés et du commerce mondiaux des produits agroalimentaires qui ont perturbé la logistique et les itinéraires de transport et suscité des inquiétudes quant aux répercussions potentielles du conflit dans le monde, compte tenu de l'importance de la Fédération de Russie et de l'Ukraine sur ces marchés. Les deux pays font partie des principaux producteurs agricoles et exportent de grandes quantités d'aliments de base vers de nombreux pays qui s'appuient fortement sur leurs importations de denrées alimentaires pour répondre aux besoins de leur population, notamment beaucoup de pays figurant parmi les moins avancés et de pays à faible revenu et à déficit vivrier.

72. Les documents élaborés pour les précédentes sessions du Conseil mettaient l'accent sur les principaux risques engendrés par la guerre en Ukraine, notamment les risques en matière d'échanges commerciaux et de logistique, les perturbations de la production, l'instabilité excessive des prix des denrées alimentaires et les préoccupations liées à l'énergie. Ces risques ont été plus marqués en 2022, et ont progressivement diminué à mesure que l'économie mondiale s'est adaptée aux nouvelles conditions des marchés.

73. En février 2025, malgré l'arrêt de l'Initiative céréalière de la mer Noire en juillet 2023, l'Ukraine poursuivait ses exportations de produits alimentaires depuis les ports de la mer Noire pour approvisionner les marchés mondiaux.

74. Les marchés mondiaux des céréales et des graines oléagineuses sont relativement stables à l'heure actuelle, mais toute perturbation des exportations ukrainiennes due à un déficit de production ou à un endommagement des infrastructures imputables à la guerre aurait des répercussions sur les disponibilités mondiales et les prix des produits alimentaires. Il est cependant important de mentionner que l'une des principales conséquences de la guerre en Ukraine s'agissant de la structure des exportations mondiales de blé et de graines oléagineuses est l'accroissement de la concentration des marchés.

B. Situation en Ukraine

75. La guerre continue de bouleverser le secteur agroalimentaire ukrainien et de se traduire par un niveau élevé d'insécurité alimentaire aiguë, en particulier dans les zones touchées par le conflit. L'endommagement et la destruction d'infrastructures essentielles, ainsi que la contamination des terres agricoles par des mines terrestres, entravent l'activité agricole et le transport de la production végétale vers les marchés locaux et étrangers. Les coûts élevés de production et de logistique fragilisent les moyens d'existence, et réduisent les revenus des agriculteurs et les ressources de millions d'Ukrainiens en zone rurale.

76. D'après les estimations, la production céréalière ukrainienne dans les zones sous le contrôle du Gouvernement s'élèverait à 22,4 millions de tonnes en 2025, soit 13 pour cent de moins que la production moyenne des cinq dernières années et 30 pour cent de moins que la production de 2021 (sur la totalité du territoire). Les perturbations du marché imputables au conflit entravent considérablement l'accès des agriculteurs aux intrants, ce qui limite le rendement potentiel du blé malgré des conditions météorologiques globalement favorables. Pour des raisons analogues, la production de maïs devrait s'élever à 25 millions de tonnes, soit près de 25 pour cent de moins que la production moyenne des cinq dernières années et 40 pour cent de moins qu'en 2021.

77. En collaboration avec ses partenaires, la FAO mène des évaluations complètes pour déterminer l'incidence de la guerre sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des ménages ukrainiens. Ces évaluations visent en priorité les ménages ruraux, et en particulier ceux qui vivent dans les zones de front, l'objectif étant de mieux mesurer les effets du conflit sur leur capacité de production et leurs moyens d'existence. Les constatations qui en ressortiront seront essentielles pour orienter les interventions humanitaires et les mesures de relèvement.

C. Situation dans les pays voisins

78. Depuis le début de la guerre, la réduction de la capacité d'exportation de l'Ukraine au départ des ports de la mer Noire entraîne une réorientation des flux commerciaux vers les pays de l'UE voisins, qui font office de pays de transit ou sont les destinataires finaux des exportations. En mai 2022, l'UE a mis en place des «corridors de solidarité» pour permettre à l'Ukraine d'exporter des céréales et d'autres produits alimentaires et d'importer les biens qui lui sont nécessaires, y compris des intrants agricoles. Ces corridors ont facilité l'exportation de denrées alimentaires et de produits agricoles ukrainiens, mais ont également créé des tensions entre l'Ukraine et les pays de l'UE qui l'entourent (Hongrie, Pologne, Roumanie et Slovaquie) en raison de préoccupations concernant les conséquences potentielles sur les marchés et les exploitants agricoles locaux.

79. Mi-2023, l'ouverture de nouveaux itinéraires a facilité les exportations ukrainiennes, qui ont pu notamment être acheminées depuis les ports de la mer Noire par des corridors humanitaires, avec de meilleurs résultats que dans le cadre de l'Initiative céréalière de la mer Noire. De ce fait, les exportations de l'Ukraine ont de nouveau atteint leurs niveaux d'avant-guerre et 80 pour cent des exportations agricoles passent désormais par la mer Noire. Cette réorientation par la mer Noire réduit les acheminements par le Danube et par voie terrestre et a diminué les tensions entre l'Ukraine et les pays de l'UE qui l'entourent. Depuis septembre 2023, il n'y a eu presque aucune exportation de blé et de maïs depuis l'Ukraine à destination des pays voisins. La concurrence avec les agriculteurs locaux des pays situés dans l'est de l'UE se limite principalement à l'accès aux infrastructures et aux services de transport.

80. En avril 2024, la Commission européenne a prorogé, pour une année supplémentaire, ses mesures commerciales suspendant l'ensemble des droits et des quotas appliqués aux produits ukrainiens, en instaurant toutefois un mécanisme de sauvegarde. En décembre 2024, l'Ukraine a mis en place des restrictions volontaires des exportations pour éviter le déclenchement du mécanisme de sauvegarde prévu dans le cadre des mesures commerciales autonomes de l'UE.

D. Interventions de la FAO en Ukraine

81. La FAO prévoit de venir en aide à plus d'un demi-million de personnes dans le cadre de son Plan d'intervention d'urgence et de relèvement rapide pour 2025-2026 et a besoin à cet effet de 150 millions d'USD. L'Organisation continuera de soutenir les mesures prises par le Gouvernement ukrainien pour atténuer les effets néfastes de la guerre, notamment ceux subis par les communautés rurales vivant dans les oblasts situés sur les lignes de front. Ce plan sur deux ans comprend une stratégie inclusive à plusieurs volets visant à assurer une assistance agricole rapide, efficace et efficiente destinée à préserver la sécurité alimentaire et la nutrition tout en limitant les risques sur le plan de la protection, en évitant l'installation d'une dépendance et en favorisant le renforcement de la résilience des communautés par l'intégration des petits exploitants agricoles dans les principales chaînes de valeur.

82. Le Plan d'intervention d'urgence et de relèvement rapide se compose de trois piliers thématiques. Le premier pilier, d'une durée d'un an, est une intervention d'urgence dont le principal objectif est de mobiliser rapidement des aides pour restaurer et maintenir les moyens d'existence des ménages ruraux et des petits agriculteurs les plus vulnérables qui subissent les répercussions de la guerre. Cet appui consistera à fournir des intrants pour préserver la production vivrière et la sécurité alimentaire.

83. Le deuxième pilier s'articulera autour d'activités d'appui à la remise en état des terres agricoles contaminées par des munitions non explosées et des restes explosifs de guerre. Le troisième pilier regroupe des activités de relèvement rapide qui seront menées sur plusieurs années pour venir en aide à la fois aux ménages ruraux et aux petits exploitants agricoles dotés d'une capacité de production élevée qui ont du mal à avoir un accès régulier et à des prix équitables au marché, en particulier dans les oblasts qui subissent de manière récurrente les effets de la guerre.

84. Le pilier des activités de relèvement rapide met un accent particulier sur les ménages ruraux éloignés des lignes de front et vise à leur fournir des informations pertinentes, des intrants et un appui technique pour leur permettre de renforcer leurs capacités productives et commerciales, d'augmenter leur production et d'accéder aux marchés de manière plus organisée. De manière générale, une aide sera apportée aux ménages ruraux comme aux petits agriculteurs dans le cadre d'une approche inclusive fondée sur les chaînes de valeur dont l'objet sera de remédier au manque d'infrastructures de base et de traiter les questions techniques, les aspects sociaux et le problème des compétences financières fondamentales, et qui reliera activement les bénéficiaires aux débouchés commerciaux possibles, en veillant à ce que les femmes et les hommes puissent s'en saisir et en profiter sur un pied d'égalité. Dans ces chaînes de valeur, les principales lacunes en matière de production, de récolte, d'activités après récolte, de transformation et de commercialisation seront mises en évidence en vue d'apporter un soutien plus personnalisé, en tenant compte des zones géographiques et de la disponibilité et de l'accessibilité des ressources naturelles.

85. Les trois piliers seront renforcés par des analyses et des évaluations techniques permanentes. La FAO continuera à fournir des indications précieuses aux parties prenantes. Ces activités orienteront la conception d'interventions ciblées, et permettront de déterminer les possibilités de répondre aux nouveaux besoins et d'appuyer efficacement les initiatives de relèvement rapide. En parallèle, la FAO continuera d'aider le Gouvernement à élaborer des politiques et des programmes visant à favoriser une trajectoire de relèvement plus verte et plus durable et à assurer à une transition sans heurt des systèmes agroalimentaires ukrainiens aux fins du renforcement des normes en matière d'environnement, de sécurité sanitaire des aliments et de commerce.

86. La FAO élabore une stratégie de relèvement et de développement à long terme en phase avec les stratégies sectorielles nationales relatives à l'agriculture, à l'environnement, aux chocs climatiques et aux phénomènes météorologiques extrêmes, et à la croissance économique. L'objectif est de faire des systèmes agroalimentaires nationaux et locaux un moteur du développement durable, tout en accélérant le relèvement dans les zones les plus durement touchées par la guerre toujours en cours. Au moyen de projets d'assistance technique et d'investissement, la FAO entend aider les organisations aux niveaux national, local et communautaire à concevoir des politiques, des programmes et des initiatives qui faciliteront une transition sans heurt de l'intervention d'urgence au développement à

long terme. Ces projets comprendront un appui à long terme en faveur des petits exploitants, notamment en milieu rural, de l'accès aux connaissances et aux services financiers, de l'intégration des marchés, de la gestion durable des ressources naturelles, de la santé animale, des énergies vertes, de la remise en état des zones touchées par la guerre, et de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à ses effets.

87. Les considérations relatives à l'agriculture et à l'environnement sont essentielles pour exploiter les possibilités d'amélioration de l'efficacité et de l'inclusivité des systèmes agroalimentaires du pays. C'est là une occasion importante pour les agriculteurs ukrainiens d'opter pour la diversification, d'adopter des méthodes de production plus efficaces et plus durables et d'améliorer la gestion des ressources naturelles. La FAO joue un rôle fondamental en veillant à ce que les petits exploitants agricoles soient partie prenante de cette transition et aient accès aux outils qui leur permettront de se saisir de ces possibilités – qui sont toutes essentielles pour la réalisation des ODD.

V. Interventions de la FAO au niveau mondial au moyen d'outils et de dispositifs d'appui technique

A. Grandes évaluations mondiales de la FAO

Évaluations mondiales de la sécurité alimentaire et de la nutrition

88. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde* est un rapport annuel publié par la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et le PAM dont l'objet est de suivre et d'analyser les progrès accomplis dans le monde en ce qui concerne l'élimination de la faim, la concrétisation de la sécurité alimentaire et l'amélioration de la nutrition. Il propose également une analyse approfondie des principales difficultés qui entravent la réalisation de ces objectifs dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le suivi des progrès dans la réalisation de l'ODD 2 (élimination de la faim) proposé dans le rapport repose sur l'analyse de facteurs tels que la sous-alimentation, l'accès à l'alimentation et les taux de malnutrition, mais aussi sur l'examen des conséquences des conflits, du changement climatique et des crises économiques sur les systèmes agroalimentaires. Le rapport fournit des indications précieuses aux décideurs publics; il met en lumière les défis et recommande des stratégies visant à renforcer la sécurité alimentaire, à améliorer la nutrition et à rendre les systèmes agroalimentaires plus résilients à travers le monde.

89. Rapport annuel élaboré conjointement par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et la FAO, les *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO* donnent un aperçu des perspectives à 10 ans de la production, de la consommation, des échanges et des prix des produits agricoles à l'échelle mondiale. Il analyse les tendances des principaux produits, notamment les céréales, les produits de l'élevage, les produits laitiers et les biocarburants, en tenant compte de facteurs tels que le changement climatique, la croissance économique, les politiques commerciales et les progrès technologiques. Il examine également les défis sur le plan de la sécurité alimentaire et les questions de durabilité, et fournit des indications aux décideurs publics et aux parties prenantes pour favoriser des systèmes agroalimentaires résilients et efficaces. Il constitue une ressource essentielle pour comprendre l'évolution future des marchés agricoles et orienter les décisions de politique générale.

90. FAOSTAT est une base de données en ligne complète, gérée par la FAO, qui permet d'accéder gratuitement aux statistiques agricoles mondiales. Elle contient des données sur la production alimentaire, le commerce, les prix, la consommation, l'utilisation des terres, les émissions et la sécurité alimentaire pour plus de 245 pays et territoires. FAOSTAT permet aux décideurs publics, aux chercheurs et aux analystes de suivre les tendances, de comparer les résultats agricoles nationaux et régionaux, et de prendre des décisions fondées sur des données. La plateforme est actualisée régulièrement et favorise le développement durable en proposant des éclairages sur les systèmes agroalimentaires mondiaux, les effets du changement climatique et les facteurs économiques qui influent sur l'agriculture.

Suivi et évaluation des marchés des produits alimentaires et des engrais

91. Le suivi et l'évaluation des marchés des produits alimentaires occupent une place centrale dans les activités menées à l'échelle mondiale par la FAO pour lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition. La FAO joue un rôle crucial dans ce domaine en renforçant la transparence des marchés et en facilitant la prise de décisions stratégiques éclairées. En effectuant un suivi systématique des marchés agricoles mondiaux, notamment des tendances de l'offre, de la demande, des échanges commerciaux et des prix, l'Organisation propose des informations fiables et actualisées qui aident les pouvoirs publics et les autres parties prenantes à appréhender la dynamique des marchés. Cette transparence diminue l'incertitude, encourage une affectation efficiente des ressources et permet aux décideurs de concevoir des politiques fondées sur des données probantes qui renforcent la sécurité alimentaire et la stabilité des marchés.

92. La FAO publie régulièrement des rapports clés sur les marchés et les prix mondiaux des produits alimentaires. On peut citer notamment la publication mensuelle de l'Indice FAO des prix des produits alimentaires et du bulletin consacré au suivi et à l'analyse des prix alimentaires; le bulletin de suivi des marchés (Market Monitor) du Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS), publié 10 fois par an, qui présente une vue d'ensemble des principales évolutions sur les marchés du blé, du maïs, du riz et du soja: le rapport semestriel *Perspectives de l'alimentation*, qui propose une évaluation approfondie des marchés de denrées alimentaires; et le rapport trimestriel *Perspectives de récolte et situation alimentaire*, qui comprend une analyse de la situation en matière d'alimentation et de sécurité alimentaire par région géographique. D'autre part, après le déclenchement de la guerre en Ukraine en février 2022, la FAO a publié une série de bulletins et de notes d'information dans lesquels elle évaluait les conséquences du conflit pour les marchés agroalimentaires et la sécurité alimentaire dans le monde et proposait des mesures pour atténuer les risques.

93. Parallèlement au suivi des marchés des produits alimentaires, la FAO renforce le suivi et l'évaluation des marchés des engrais, consciente de leur rôle essentiel dans le maintien de la productivité de l'agriculture et la stabilité de l'approvisionnement alimentaire. La disponibilité et l'abordabilité des engrais sont étroitement liées aux marchés de l'énergie, aux flux commerciaux mondiaux et à l'évolution de la situation géopolitique. Les perturbations des chaînes d'approvisionnement (liées aux restrictions commerciales ou à l'accroissement des coûts de production du fait de la hausse des prix de l'énergie, par exemple) peuvent avoir des conséquences à grande échelle, notamment une baisse du rendement des cultures, une augmentation des prix des produits alimentaires et une aggravation des risques pour la sécurité alimentaire, en particulier dans les pays à faible revenu et dépendants des importations alimentaires. Le bulletin de suivi des marchés du système AMIS consacre également une section importante aux marchés des engrais.

Évaluation de la résilience globale de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les pays face aux chocs et aux situations de stress

94. Les chocs tels que les extrêmes climatiques, l'endommagement des infrastructures, les guerres, les conflits et les pandémies perturbent souvent le fonctionnement des systèmes agroalimentaires. L'édition 2021 du rapport sur *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* avait pour thème «Rendre les systèmes agroalimentaires plus résilients face aux chocs et aux situations de stress». À cet égard, en vue de mesurer la capacité d'absorption des chocs, la FAO a élaboré un indicateur au niveau des pays (l'indice de souplesse de l'approvisionnement alimentaire) qui permet de déterminer la diversité de l'offre alimentaire sur le plan des sources d'approvisionnement et des produits²⁷. Une valeur élevée indique de multiples voies d'approvisionnement possibles et donc une capacité plus importante à absorber les chocs et à assurer la fourniture de produits alimentaires aux consommateurs.

95. L'indice de souplesse de l'approvisionnement alimentaire se compose de trois éléments différents contribuant à la diversité de l'offre alimentaire: diversité de la production intérieure quant aux produits et partenaires d'exportation, diversité des importations quant aux produits et partenaires d'importation, et stocks alimentaires. L'indicateur est disponible pour 171 pays et territoires, et son

²⁷ <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/1e61f82a-618c-467a-a37f-545580094a1d/content>

intégration dans FAOSTAT, sous la forme d'une série de données remontant jusqu'à 2010, est en cours. Il montre que les pays diversifient leurs sources d'approvisionnement alimentaire de différentes manières. Il met en lumière le fait que l'association d'une production intérieure et d'une diversification des échanges commerciaux internationaux contribue à améliorer la capacité d'absorption face aux perturbations internes et externes. Toutefois, dans les pays à faible revenu où les importations sont limitées, une consommation diversifiée peut également résulter de la variété des denrées alimentaires produites au niveau national. En revanche, dans les pays dotés d'un secteur agricole peu important, où les conditions climatiques ou le manque de terres ou d'eau limitent la diversification, la variété de l'offre alimentaire repose souvent sur des importations à partir d'un large éventail de partenaires commerciaux.

Évaluation des goulets d'étranglement et des perturbations des échanges commerciaux

96. Le commerce agroalimentaire repose sur un fonctionnement fluide et efficace des infrastructures de la chaîne d'approvisionnement, notamment les ports, les axes de transport intérieurs et les points de passage des frontières. Cependant, des perturbations résultant de conflits, de tensions géopolitiques, de restrictions commerciales, de phénomènes météorologiques extrêmes et de goulets d'étranglement logistiques peuvent entraver la circulation des produits alimentaires et des intrants agricoles. Il est essentiel de définir et de traiter ces problèmes pour prendre des mesures en temps voulu et préserver la sécurité alimentaire.

97. Les travaux sur les perturbations du commerce menés par la FAO dans le cadre du système AMIS consistent notamment à collecter et analyser des données sur les goulets d'étranglement, les retards dans les expéditions et les prix du fret, à définir et évaluer les risques connexes, à fournir rapidement des données et des analyses et à appuyer des politiques publiques coordonnées pour limiter ces perturbations. En renforçant les évaluations des risques liés au commerce et en favorisant la coopération internationale, la FAO contribue à accroître la résilience des chaînes d'approvisionnement alimentaire et à permettre aux populations les plus démunies d'accéder à l'alimentation, en particulier dans les pays vulnérables, à faible revenu et à déficit vivrier.

B. Principaux outils de la FAO pour le suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition

Système d'information sur les marchés agricoles et outil de suivi et d'analyse des prix alimentaires de la FAO

98. La FAO dispose de plusieurs outils de suivi et d'évaluation des marchés pour améliorer la transparence des marchés mondiaux, renforcer les systèmes d'alerte précoce et atténuer les répercussions des crises sur la sécurité alimentaire et la nutrition, à savoir notamment le [Système d'information sur les marchés agricoles](#) (AMIS) et l'[outil de suivi et d'analyse des prix alimentaires](#) (FPMA).

99. Le système AMIS a été présenté officiellement par les ministres de l'agriculture du Groupe des vingt (G20) en 2011 dans le cadre du Plan d'action sur la volatilité des prix alimentaires et sur l'agriculture. L'initiative faisait suite aux fortes hausses et aux brusques fluctuations des prix internationaux des produits alimentaires de base, lesquelles ont mis en évidence d'importantes lacunes dans les systèmes d'information sur les marchés et la coordination de l'action des pouvoirs publics, notamment un manque de données et d'informations fiables et fournies en temps opportun sur la production végétale, l'utilisation des récoltes, les stocks et les disponibilités exportables.

100. Le système AMIS²⁸ devait renforcer la transparence des marchés et favoriser la coordination des politiques publiques dans une période d'incertitude croissante sur les marchés. Ce double objectif a conduit à la création de deux groupes: i) le Groupe d'information sur le marché alimentaire mondial, composé d'experts techniques issus de membres participant au système AMIS et chargé de réunir des informations pertinentes sur les marchés et les politiques; et ii) le Forum pour une intervention rapide, composé de hauts représentants des membres participant au système AMIS, qui avait pour mission de faciliter les débats d'orientation sur fond d'incertitude sur les marchés de façon à renforcer la coordination des politiques publiques. Les deux groupes bénéficient de l'appui d'un secrétariat

²⁸ [AMIS: Système d'information sur les marchés agricoles](#)

interorganisations composé de 10 organisations internationales, qui est accueilli dans les locaux de la Division des marchés et du commerce (EST) de la FAO.

101. Le système AMIS porte sur quatre produits alimentaires essentiels: le blé, le riz, le maïs et le soja. Pour assurer une large représentation des marchés, les membres du G20 et l'Espagne (en sa qualité d'observateur permanent auprès du G20) ont invité sept autres pays à participer au dispositif: l'Égypte, le Kazakhstan, le Nigéria, les Philippines, la Thaïlande, l'Ukraine et le Viet Nam. L'équipe du système AMIS publie notamment le bulletin de suivi des marchés (Market Monitor), qui fournit des informations actualisées et des évaluations relatives aux marchés, une base de données complète sur ces derniers ainsi qu'une base de données sur les politiques.

102. L'outil FPMA est une plateforme évoluée de diffusion et d'analyse des informations sur les prix des produits alimentaires. Mis en place initialement en mars 2009 dans le cadre de l'intervention menée par la FAO pour faire face à la crise mondiale des prix des denrées alimentaires, l'outil a connu plusieurs versions, qui ont intégré des fonctionnalités d'analyse et tiré parti des toutes dernières technologies. La dernière version en date, FPMA Tool Version 4, qui est sortie mi-2022, a renforcé les capacités de suivi et d'analyse des prix des produits alimentaires à l'échelle mondiale.

103. L'outil FPMA offre une interface conviviale qui permet aux utilisateurs de connaître les prix actuels et passés, d'analyser des statistiques de base et de comparer les tendances selon les marchés, les produits et les saisons. Il comprend en outre une fonctionnalité de calcul de l'indicateur 2.c.1 des ODD, qui mesure la fréquence d'«anomalies tarifaires» pour un produit particulier sur une période donnée. Cet indicateur est une mesure clé pour évaluer les progrès accomplis sur la voie de la réalisation de la cible 2.c des ODD, qui vise à garantir le bon fonctionnement des marchés des produits alimentaires et à limiter les fluctuations extrêmes des prix des denrées.

104. L'outil FPMA peut être utilisé par les pays et les organisations régionales. Il est possible de l'intégrer dans les systèmes existants de collecte de données sur les prix des produits alimentaires et de le personnaliser pour répondre à des besoins spécifiques. Depuis 2023, l'outil comprend également une composante facultative de collecte de données primaires sur les prix par l'intermédiaire d'une application mobile. Cette fonctionnalité permet d'acquérir en temps réel des données qui peuvent ensuite être validées et transférées vers la plateforme d'analyse et de diffusion, ce qui améliore la précision et l'efficacité du suivi des prix.

Boîte à outils relative à la résilience

105. La résilience est de plus en plus souvent reconnue comme un concept susceptible d'étayer les dispositifs d'intervention des organismes internationaux. Étant donné qu'ils permettent de réduire les répercussions d'un choc ou d'éviter une catastrophe, les investissements consacrés au renforcement de la résilience constituent généralement des stratégies qui offrent un bon rapport coût-efficacité et un rendement élevé. Pour être efficaces, toutefois, les actions ponctuelles et les interventions visant à améliorer la résilience doivent être fortement ancrées dans le contexte local et intégrées au sein de stratégies pluriannuelles conformes au nexus action humanitaire-développement-paix.

106. La boîte à outils de la FAO relative à la résilience est un instrument pratique qui permet de sélectionner, en fonction du pays et du contexte, une ou plusieurs interventions faisant partie intégrante de programmes en faveur de la résilience. À travers l'utilisation de preuves scientifiques et de connaissances et de pratiques existantes, la boîte à outils vise principalement à élargir et à étoffer le portefeuille de solutions adaptées au contexte local et à favoriser les synergies entre ces solutions. Ces interventions seront axées sur différents contextes et aléas, et s'inscriront dans le nexus action humanitaire-développement-paix. L'objectif ici est d'améliorer la résilience de différentes populations cibles tout en promouvant la paix à l'échelle locale et en réduisant les risques chaque fois que cela est possible.

Cadres de modélisation

Modèle Aglink-Cosimo

107. Le modèle Aglink-Cosimo est un modèle dynamique et récursif d'équilibre partiel utilisé pour établir des projections sur 10 ans et simuler l'équilibre annuel des marchés et l'évolution des prix des principaux produits agricoles. Il comprend des modules nationaux et régionaux qui couvrent le monde entier. Géré conjointement par l'OCDE et la FAO, le modèle génère des projections de référence harmonisées et présente des analyses de scénarios d'action publique. Ce modèle est largement utilisé pour établir les rapports de la FAO sur les perspectives des marchés, principalement la publication *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO*. Il fournit des éléments de compréhension qui éclairent les décisions d'orientation aux niveaux national et international, et contribue à la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale.

108. Les *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO* allient les connaissances spécialisées des deux organisations concernant les produits de base, les politiques publiques et les pays aux contributions des pays membres qui collaborent à la publication, et proposent une évaluation annuelle de l'évolution des marchés nationaux, régionaux et mondiaux des produits agricoles pour les 10 années à venir. Pour tenir compte des risques et des incertitudes entourant les projections de référence, les auteurs du rapport examinent différents scénarios possibles et mènent une analyse stochastique pour illustrer la façon dont les résultats des marchés sont susceptibles de s'écarter des projections de référence déterministes.

MIRAGRODEP

109. Le modèle MIRAGRODEP est un modèle d'équilibre général calculable multinational, multisectoriel, dynamique et récursif, de dernière génération, qui est intégré à des enquêtes détaillées auprès des ménages. Il permet d'obtenir des données de référence dynamiques qui tiennent compte des évolutions démographiques, économiques, climatiques et technologiques observées dans les pays, tout en prenant en considération les interactions internationales liées au commerce des biens et des services ainsi que les flux financiers. Ces données de référence sont exploitées pour mener des exercices de prospective, évaluer les réformes des politiques ou optimiser l'action publique aux niveaux national et international, en vue d'améliorer la situation des ménages sur le plan des revenus, de la pauvreté, de la consommation alimentaire et de la sécurité alimentaire. Depuis 2020, le modèle MIRAGRODEP est utilisé pour établir la prévalence de la sous-alimentation communiquée dans la publication phare *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde* et pour mener les analyses de scénarios d'action publique qui sont reprises dans cette même publication ainsi que dans le rapport sur *La Situation des marchés des produits agricoles*. D'autres organisations y ont également recours, comme l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, qui fait partie du système CGIAR. Des analyses réalisées à partir du modèle MIRAGRODEP ont été publiées dans de nombreuses revues à comité de lecture.

110. Le modèle MIRAGRODEP a été utilisé pour simuler les répercussions de chocs majeurs ou de fortes perturbations, en particulier pendant la pandémie de covid-19, afin de déterminer les effets de celle-ci sur la sécurité alimentaire, ainsi qu'en cas de perturbations de courte durée liées aux politiques (interdictions à l'importation ou à l'exportation, par exemple). Depuis 2023, dans le cadre de l'appui apporté au secrétariat du système AMIS et en vue d'utiliser des données AMIS à des fins d'analyse, la Division de l'économie et des politiques agroalimentaires (ESA) adapte le modèle de manière à classer les perturbations de courte durée des marchés agricoles et de la sécurité alimentaire dans quatre catégories: i) perturbations agronomiques – évolutions des rendements à la suite de chocs météorologiques; ii) perturbations économiques – prix de l'énergie et des engrais; iii) perturbations liées aux politiques – restrictions à l'exportation et à l'importation, évolution des obligations imposant l'incorporation d'agrocultures ou autres variations brutales de la demande; iv) perturbations macroéconomiques – taux de change ou problèmes liés à la logistique, comme les coûts ou les goulets d'étranglement du transport maritime (perturbations dans le canal de Panama, par exemple). En outre, du fait d'incertitudes croissantes, des efforts sont déployés actuellement pour établir de manière plus stochastique les projections de la prévalence de la sous-alimentation communiquées dans *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*.

Mécanisme dirigé par la FAO de financement en cas de crises alimentaires dues à des chocs (en cours d'élaboration)

111. Le Mécanisme de financement en cas de crises alimentaires dues à des chocs (FSFC – Financing for Shock-Driven Food Crisis) a été conçu sous la présidence italienne du Groupe des 7 (G7) en 2024 et est dirigé par la FAO en collaboration avec le PAM et le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA). Il vise à combler le décalage grandissant entre les financements nécessaires pour faire face aux crises alimentaires et les mesures d'action rapide à prendre pour éviter ces dernières. Axé sur le financement anticipé, le mécanisme permet d'intervenir plus rapidement, à l'aide de seuils de référence définis à partir de données scientifiques et de plans d'action préétablis. Le mécanisme FCSC vise à passer d'un financement d'urgence coûteux à une démarche proactive qui offre un bon rapport coût-efficacité, en s'appuyant sur des compagnies d'assurance et des financements mixtes pour atténuer les chocs et les crises extrêmes avant qu'ils n'entraînent une insécurité alimentaire grave.

112. Dans un souci d'efficacité, le mécanisme intègre des systèmes d'alerte précoce fondés sur des données en temps réel et des prévisions évoluées pour assurer le versement rapide de fonds lorsque des risques sont détectés. Il couvre 12 risques majeurs, notamment les phénomènes climatiques, les pandémies, les invasions de criquets pèlerins, les chocs économiques et l'instabilité politique, et mobilise des ressources publiques et privées pour financer des programmes d'action anticipée et d'intervention rapide. Le mécanisme offre également une couverture financière pour des chocs qu'il n'était pas possible d'assurer auparavant. Il complète en outre des cadres existants tels que le Fonds central pour les interventions d'urgence de l'OCHA et comble des lacunes dans la couverture d'un certain nombre d'aléas et de zones géographiques. Le Centre de suivi de la FAO, situé au siège de l'Organisation, effectuera un suivi en temps réel des risques d'insécurité alimentaire et facilitera la détection et l'intervention précoces.

113. Le mécanisme FSFC a été approuvé officiellement par les dirigeants du G7 en juin 2024 et a reçu le soutien des ministres du développement du G7 en octobre de la même année. Au début de 2025, des bailleurs de fonds, des investisseurs à impact ainsi que des membres et des parties prenantes clés se réuniront afin de mettre la dernière main à sa gouvernance, à la structure de son fonds et à son plan de mise en œuvre. Le Centre de suivi de la FAO mettra en place une plateforme ouverte et transparente à l'intention des membres afin de présenter des données destinées à faciliter la prise de décisions et l'action rapide. Le mécanisme FSFC est une initiative pérenne, axée sur les marchés, qui est conçue pour protéger les populations vulnérables et renforcer les actions menées en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition.